

**Assemblée générale  
Conseil de sécurité**

Distr. générale  
8 août 2023  
Français  
Original : anglais

**Assemblée générale**  
**Soixante-dix-septième session**  
Point 24 de l'ordre du jour  
**Développement agricole, sécurité alimentaire  
et nutrition**

**Conseil de sécurité**  
**Soixante-dix-huitième année**

**Lettre datée du 2 août 2023, adressée au Secrétaire général  
et à la Présidente du Conseil de sécurité par le Chargé d'affaires  
par intérim de la Mission permanente de la République  
bolivarienne du Venezuela auprès de l'Organisation  
des Nations Unies**

J'ai l'honneur de m'adresser à vous, au nom des États membres du Groupe des Amis pour la défense de la Charte des Nations Unies, au sujet du débat public de haut niveau que tiendra le Conseil de sécurité le 3 août 2023 sur le thème « La famine et l'insécurité alimentaire mondiale engendrée par les conflits ».

À cet égard, j'ai le plaisir de vous faire tenir ci-joint le texte de la déclaration qui sera prononcée à cette occasion par le Groupe des Amis pour la défense de la Charte des Nations Unies (voir annexe), tout en sollicitant respectueusement vos bons offices pour qu'il soit distribué aux États Membres de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité et publié comme document de l'Assemblée, au titre du point 24 de l'ordre du jour, et du Conseil, au titre du point intitulé « Maintien de la paix et de la sécurité internationales ».

Le Chargé d'affaires par intérim  
de la Mission permanente  
L'Ambassadeur,  
Représentant permanent adjoint  
(Signé) Joaquín Alberto Pérez Ayestarán



**Annexe à la lettre datée du 2 août 2023 adressée au Secrétaire général et à la Présidente du Conseil de sécurité par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente de la République bolivarienne du Venezuela auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Déclaration qui sera prononcée lors du débat public de haut niveau du Conseil de sécurité sur le thème « La famine et l'insécurité alimentaire mondiale engendrée par les conflits »**

La Déclaration universelle des droits de l'homme et l'article 11 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels reconnaissent le droit de toute personne « à un niveau de vie suffisant pour elle-même, [...] y compris une nourriture [...] suffisant[e] ».

Par conséquent, et respectueux comme nous sommes des dispositions du droit international des droits humains, nous considérons que le droit à l'alimentation et le droit qu'a toute personne d'être à l'abri de la faim est un droit inaliénable de tout être humain. C'est pourquoi nous saisissons cette occasion pour réaffirmer, d'emblée, notre ferme détermination à n'épargner aucun effort pour éliminer la faim, garantir la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable, conformément à nos engagements internationaux pertinents, y compris ceux qui découlent du Programme de développement durable à l'horizon 2030, et à nos programmes nationaux respectifs dans ce domaine.

Ce n'est un secret pour personne que le monde traverse actuellement une crise multiforme. La sécurité alimentaire est d'ailleurs l'une des dimensions de cette crise mondiale. Il ressort de nombreux rapports, dont beaucoup ont été établis par l'ONU et ses institutions spécialisées, qu'au cours des trois dernières années, le nombre de personnes souffrant d'une grave insécurité alimentaire a beaucoup augmenté dans le monde et qu'à l'heure actuelle, il existe un risque réel que de multiples famines soient déclarées dans un avenir proche. L'année dernière, par exemple, 9,2 % de la population mondiale souffrait de faim chronique, tandis que 29,6 % était en situation d'insécurité alimentaire modérée ou grave, c'est-à-dire qu'elle n'avait pas accès à une alimentation adéquate.

Toutefois, avant la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), l'insécurité alimentaire était déjà en hausse : de 22,4 % en 2014, elle était passée à 25,9 % en 2019. Cette réalité est aujourd'hui exacerbée, entre autres, non seulement par la pire pandémie à laquelle l'humanité a dû faire face ces 100 dernières années, mais aussi par la catastrophe climatique en cours, les inégalités grandissantes et les conflits, y compris les conflits de longue date.

Il existe cependant un autre élément qui a exacerbé et continue d'exacerber délibérément la famine, la faim et l'insécurité alimentaire aux niveaux local, national, régional et international, comme l'a même reconnu récemment l'Organisation mondiale de la Santé, à savoir la promulgation, l'application et le développement continus, systématiques et incessants de mesures coercitives unilatérales.

Cruelles, inhumaines et sans fondement juridique au regard des buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies, ces mesures sont un affront au droit à l'alimentation et au développement, notamment. Il est clair qu'elles visent, entre autres, à priver des populations entières de leurs moyens de subsistance, en violation flagrante des normes les plus élémentaires du droit international.

De plus, ces mesures font partie des moyens employés par certains gouvernements pour promouvoir leurs intérêts nationaux et leurs visées douteuses à l'étranger. L'instrumentalisation de l'économie et du système financier international, en particulier par l'application de mesures coercitives unilatérales – qui, comme les faits le montrent, peuvent être aussi meurtrières que les armes utilisées dans les guerres conventionnelles – est un des moyens utilisés précisément pour provoquer, intensifier et prolonger les conflits dans le monde entier.

Soyons clairs : compte tenu de leur vaste portée, de leurs implications extraterritoriales et de leur caractère systémique, les mesures coercitives unilatérales exacerbent délibérément la crise multidimensionnelle à laquelle l'humanité fait face aujourd'hui et continueront non seulement à nuire à l'économie mondiale dans son ensemble, mais aussi à causer des souffrances humaines dans le monde entier et à les prolonger, à moins qu'il n'y soit mis fin totalement, immédiatement et sans condition, ce qui permettrait à chaque pays, sans discrimination ni limitation d'aucune sorte, de donner toute la mesure de son potentiel productif et de contribuer ainsi au règlement des problèmes actuels, y compris grâce à la stabilisation des prix de certains produits de base, tels que les denrées alimentaires et les engrais.

Il convient de rappeler, à ce propos, qu'il y a à peine plus d'un an, les dirigeants de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, du Fonds monétaire international, du Groupe de la Banque mondiale, du Programme alimentaire mondial et de l'Organisation mondiale du commerce ont affirmé que ce type de mesures restrictives ne faisait que contribuer, précisément, à la hausse des prix des denrées alimentaires, ainsi qu'à l'aggravation de la faim et de la malnutrition.

En outre, le maintien de mesures coercitives unilatérales fait qu'il est presque impossible, entre autres, d'acheter des équipements, des logiciels, du matériel informatique et des pièces de rechange ou de garantir le transfert adéquat des technologies nécessaires au développement et à la production de l'industrie agricole et alimentaire des pays soumis à de telles mesures. Comme il a été dit, ces mesures ont également des implications extraterritoriales et des répercussions sur des pays tiers, qui réduisent leurs échanges commerciaux légaux avec les pays soumis à ces mesures par crainte d'être frappés de sanctions secondaires, comme il ressort du Rapport mondial sur les crises alimentaires 2023 ; c'est une réalité qui, en fin de compte, exacerbe encore la crise mondiale actuelle de l'insécurité alimentaire.

Nous souscrivons à l'affirmation contenue dans la note de cadrage établie pour le présent débat public selon laquelle la lutte contre l'insécurité alimentaire mondiale est un enjeu générationnel et nous devons façonner un objectif ambitieux pour éradiquer la famine dans le monde. Un premier pas dans cette direction, et peut-être le plus simple, serait de mettre fin une fois pour toutes aux mesures coercitives unilatérales, qui frappent actuellement plus de 30 pays dans le monde, dont beaucoup font partie de notre groupe et sont non seulement prêts mais aussi aptes à apporter une contribution majeure à notre effort commun, y compris dans les domaines de la production et de l'exportation de céréales et d'engrais, entre autres. À cet égard, nous ne saurions trop insister sur le fait que nous devons tous nous engager de la même manière à contribuer à la solution, car nous sommes plus que capables et désireux de jouer notre rôle et d'être des fournisseurs fiables et responsables de produits de base, de biens et de services.

La solution à ce problème générationnel passe par l'adoption urgente de stratégies collectives et de mesures énergiques qui doivent se fonder sur les buts et principes consacrés par la Charte des Nations Unies. Nous n'avons pas besoin d'« interventions humanitaires ». Ce dont nous avons besoin, c'est d'accroître la coopération, le renforcement des capacités et la solidarité, ainsi que d'étendre et d'approfondir les coopérations Sud-Sud, Nord-Sud et triangulaire en vue d'améliorer

les capacités nationales. Un bon exemple, dans ce contexte, est l'Initiative pour le développement mondial, présentée par la République populaire de Chine, ainsi que la proposition plus récente de la Fédération de Russie de fournir des tonnes de céréales aux personnes les plus touchées par la crise alimentaire mondiale actuelle, en particulier en Afrique. Nous attendons avec impatience la présentation de nouvelles initiatives à long terme visant à répondre aux besoins et à garantir la sécurité alimentaire des populations du monde du Sud.

Cependant, toute forme d'assistance dans ce domaine, en particulier si elle est de nature humanitaire, doit respecter strictement les principes directeurs pour la fourniture de l'aide humanitaire, tels qu'ils sont énoncés dans la résolution [46/182](#) de l'Assemblée générale, et doit être approuvée par l'État concerné.

En conclusion, nous soulignons que pour relever avec succès les défis auxquels l'ensemble de l'humanité fait face actuellement, notamment dans les domaines de la famine, de la faim et de l'insécurité alimentaire, la solution n'est pas de continuer d'appliquer des mesures coercitives unilatérales ou de les étendre, ni d'imposer des restrictions commerciales injustifiées et arbitraires, notamment des obstacles tarifaires et non tarifaires, mais d'adopter des mesures conjointes, efficaces, inclusives et novatrices qui, dans le strict respect des principes énoncés dans la Charte des Nations Unies et des normes du droit international, nous permettent ensemble de surmonter cette crise actuelle aux multiples facettes, laquelle, en raison des pénuries ou de l'inflation, nous menace tous et toutes aujourd'hui, et tout particulièrement des centaines de millions de personnes dans les pays en développement. Il est de notre responsabilité morale envers les générations actuelles et futures de rectifier le tir et de le faire dès à présent.

Enfin, comme beaucoup l'ont dit, la nourriture ne doit jamais être utilisée comme arme de guerre. De même, nous soulignons que les mesures coercitives unilatérales, y compris les mesures de quatrième génération, ne doivent jamais être utilisées comme tactique de guerre dans le but d'affamer ou d'exterminer des peuples entiers, notamment quand le recours à ces mesures illégales les prive directement d'un accès à la nourriture.

---